



HAL
open science

Perspectives mongoles sur l'Organisation de coopération de Shanghai

Batchimeg Dashtseren

► **To cite this version:**

Batchimeg Dashtseren. Perspectives mongoles sur l'Organisation de coopération de Shanghai. Asia Trends “Analyses locales”, 2018. <hal-03897557>

HAL Id: hal-03897557

<https://hal.science/hal-03897557v1>

Submitted on 31 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



MONGOLIE

6

Perspectives mongoles sur l'Organisation de coopération de Shanghai

| BATCHIMEG DASHTSEREN

La Mongolie a depuis 2004 un statut d'État observateur au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). La question de l'intégration du pays en tant que membre actif de l'OCS suscite de vifs débats depuis plusieurs années. Ces débats se sont intensifiés à mesure que l'organisation s'est développée et étendue. Ils ont atteint un point culminant au printemps 2018, un an après l'adhésion dans l'organisation de l'Inde et du Pakistan, lorsque le Président de la Mongolie Khaltmaagiin Battulga s'est prononcé en faveur d'une adhésion complète de son pays à l'OCS. Il a ainsi annoncé au Forum économique de mai 2018 à Oulanbator que « la Mongolie devrait intensifier sa coopération avec

l'OCS et passer à l'échelle supérieure »¹, position qu'il a réaffirmée en septembre 2018 lors du Forum économique de Vladivostok². L'intégration à l'OCS a été présentée comme un levier essentiel d'une meilleure intégration économique régionale ou interrégionale du pays à un moment où ce dernier sort à peine d'une période de grandes difficultés économiques.

De nombreux observateurs locaux doutent toutefois des réelles retombées économiques de cette potentielle intégration. Les projets menés au niveau multilatéral dans le cadre de l'OCS sont ralentis par des difficultés de mise en œuvre liées notamment à de profondes divergences politiques, juridiques et culturelles entre les pays. De fait, la coopération entre ses membres semble surtout se faire par le biais de voies externes et bilatérales. De manière plus fondamentale, une adhésion complète à l'OCS pourrait déstabiliser les grands principes de la politique étrangère mongole, comme la stratégie de non-alignement et le concept de « troisième voisin ». Les débats témoignent en définitive d'un des enjeux principaux de la politique extérieure mongole, à savoir la recherche d'un délicat équilibre lui permettant à la fois de s'inscrire pleinement dans le dynamisme régional impulsé par ses deux grands voisins et de maintenir son indépendance stratégique.

Une nouvelle impulsion pour le processus d'intégration régionale

En 2004, après trois années de réflexion et d'étude, le Conseil de sécurité nationale mongol se prononçait pour l'adhésion de la Mongolie à l'OCS en tant que membre observateur, en soulignant l'importance de la coopération économique régionale dans les domaines de l'énergie, de l'infrastructure et du transport des marchandises. Comme l'explique le chercheur Avirmed Batsaikhan, ce statut d'observateur répondait à la stratégie de la Mongolie qui cherchait tout à la fois à avoir un pied au sein de l'organisation pour s'assurer d'un bon degré d'intégration économique régionale sans toutefois compromettre son autonomie politique³. La création de l'OCS en juin 2001 visait à répondre aux bouleversements géopolitiques consécutifs à l'effondrement de l'Union soviétique en Asie centrale et à l'instabilité entraînée dans la région. Elle était donc au départ surtout centrée autour des questions sécuritaires, sa mission primaire étant de construire la confiance mutuelle, préserver la sécurité transfrontalière et renforcer la coopération en matière de lutte antiterroriste et de lutte anti criminalité. Ses missions se sont toutefois grandement élargies au fil de son développement et du poids grandissant de ses membres sur la scène internationale. Le souhait récent, exprimé au plus haut niveau de l'État, de voir la

¹ Discours du Président de Mongolie au Forum économique mongol, 21 mai 2018, <https://president.mn/3813>

² Discours du Président de Mongolie au Forum économique de Vladivostok, 12 septembre 2018, <https://www.vestifinance.ru/videos/42425>

³ Avirmed Batsaikhan, « Les perspectives de coopération de Mongolie avec les pays de l'OCS » (О перспективах сотрудничества Монголии со странами Шанхайской организации сотрудничества), *Services publics* (государственная служба), 2015, n°6 (98), <http://pa-journal.ranepa.ru/articles/r102/3573>

Mongolie devenir membre à part entière de l'OCS est d'ailleurs justifié par le processus d'élargissement des activités de l'organisation. G. Tumurchuluun, haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères mongol, explique à ce sujet que « si au moment de la création de l'OCS on parlait de politique et de sécurité, aujourd'hui on parle d'économie, d'humanitaire, de culture ainsi que de technologie. [...] Il est clairement indiqué dans la stratégie de développement de l'OCS qu'il ne s'agit pas d'une organisation politico-militaire »⁴.

La dimension économique tend à occuper une part grandissante, notamment en raison du rôle désormais prépondérant joué par ses membres dans les échanges économiques régionaux et mondiaux. Selon l'agence de presse chinoise *Xinhua*, le PIB combiné des six membres fondateurs de l'OCS a été multiplié par sept par rapport au niveau de 2001. Leurs échanges commerciaux ont également été multipliés par sept, totalisant 4 900 milliards de dollars en 2017⁵. La coopération économique dans le cadre de l'OCS pourrait en outre être amenée à être renforcée dans le contexte de la politique de tarifs douaniers menée par Trump pour mettre en œuvre sa

politique « America First ». Le dernier sommet de l'OCS de juin 2018 à Qingdao en Chine a ainsi été l'occasion d'aborder les questions liées à l'élargissement des possibilités d'internationalisation des devises nationales dans les transactions commerciales et financières entre les pays de l'OCS afin de réduire la dépendance au dollar américain.

Ces dernières évolutions sont mises en avant par les partisans du rapprochement avec l'OCS qui voient dans l'adhésion de la Mongolie une porte de salut pour l'économie nationale. L'actuel président du pays, Khaltmaagiin Battulga, justifiait ainsi sa position en suggérant qu'une inclusion plus approfondie au sein de l'OCS favoriserait une plus grande intégration économique, en particulier à travers la mise au point entre les huit membres d'une feuille de route pour la réalisation effective des projets d'intégration régionaux »⁶.

L'OCS pourrait représenter une source de financement intéressante pour la Mongolie. Elle possède une structure financière – l'Union Interbancaire de l'OCS (UIOCS) – qui a versé en 2017 97,8 milliards de dollars aux projets de développement des États membres. Conformément au programme quinquennal de coopération économique régionale, une centaine de projets sont prévus pour un montant global de 100 milliards de dollars, avec un accent mis sur les transports. Durant le sommet de Qingdao en juin 2018, le Président chinois a également proposé

⁴ « Les coups et les solutions. L'entrée du pays à l'OCS sera-t-elle une bonne solution ? » (Нүүдэл шийдэл – Манай улс Шанхайн хамтын ажиллагааны байгууллагын гишүүнээр элсэх нь зөв үү?), *Mongol TV*, 22 mai 2018, <http://mongol.tv.news/archives/4718>

⁵ « Une nouvelle ère de coopération s'ouvre pour l'OCS », *Xinhua* (édition web en français), 9 juin 2018, http://french.xinhuanet.com/2018-06/09/c_137242952.htm

⁶ Discours du Président de Mongolie au Forum économique mongol, 21 mai 2018, <https://president.mn/3813>

de mettre en place des programmes de financement ciblés pour un montant de 30 milliards de yuan et d'accorder aux membres de l'organisation un total de 3000 subventions consacrées au développement des ressources humaines. Ces possibilités de financement pourraient s'avérer tout à fait profitables pour la Mongolie qui cherche tout particulièrement à développer le secteur énergétique. Le pays, qui dispose d'importantes réserves, souhaite donner la priorité au renforcement des infrastructures du pays dans le secteur, en particulier pour l'extraction et l'exploitation de produits pétroliers⁷. Une adhésion à l'OCS permettrait d'attirer plus aisément les capitaux et le savoir-faire nécessaires pour financer cette politique d'infrastructures énergétiques.

Des retombées économiques incertaines ?

Ces opportunités financières ne semblent toutefois pas convaincre les partisans du *statu quo* en Mongolie. En premier lieu, il semble que l'argument de l'impasse économique s'avère relativement biaisé. Comme l'a annoncé le Premier ministre Ukhnaagiin Khurelsukh au Forum économique mongol de mai 2018, l'économie nationale, qui traversait une période difficile ces dernières années, est entrée dans une phase positive et affiche une croissance de 5,2% en 2018⁸. Au cours de l'année, les échanges

commerciaux de la Mongolie avec l'extérieur ont quant à eux augmenté de 23 % par rapport à 2017, atteignant 8,4 milliards de dollars⁹. Outre ces résultats relativement encourageants malgré leur caractère conjoncturel, la Mongolie peut compter sur d'autres soutiens financiers et cadres d'assistance. Le FMI lui a ainsi accordé en mai 2017 une facilité élargie de crédit de 425 milliards de dollars sur trois ans pour faire face aux difficultés économiques. Ce programme s'inscrit en effet dans un plan de soutien plus large à l'économie mongole, appuyé par des bailleurs multilatéraux (Banque mondiale, Banque asiatique de développement) et bilatéraux (Chine, Japon et Corée), d'un montant total de 5,5 milliards de dollars américains.

En outre, de nombreux experts mongols estiment qu'une adhésion à l'OCS n'aura pas de réels apports bénéfiques pour l'économie du pays¹⁰. Les critiques soulignent en particulier

Les risques semblent avoir été réduits à court terme sans avoir été complètement levés.

⁹ L'économie mongole connaît également une hausse des exportations de 13 % encouragée par les exportations de produits miniers et textiles et a une balance commerciale excédentaire de 869 millions de dollars. Voir : B. Chimeg, « L'exportation des produits miniers et des textiles a contribué à l'augmentation de 23 % du commerce extérieur » (Гадаад худалдаа 23 хувиар өсөхөд эрдэс бүтээгдэхүүн, нэхмэл эдлэлийн экспорт нөлөөлжээ), *Gogo News Agency*, 8 septembre 2018, <http://news.gogo.mn/r/230122>

¹⁰ Baabar, « L'OCS et la Mongolie » (ШХАБ ба Монгол), *Baabar.mn* (site personnel), 11 mai 2018, <http://www.baabar.mn/article/shkhab-ba-mongol> ; Dashdorj Bayarkhuu, « Oû va l'OCS ? Qui dirige » (ШХАБ хаашаа явж, хэн хааш нь чиглүүлнэ вэ?), *Baabar.mn*, 4 mai 2018, <http://baabar.mn/article/shkhab-khaashaa-yavj-khen-khaash-ni-chigluulne-we>

⁷ S. Gan, « La nouvelle histoire de l'OCS commence à Astana » (ШХАБ-ын шинэ түүх Астанагаас эхэллээ), *Ikon*, 12 juin 2017, <https://ikon.mn/n/116y>

⁸ Il convient de noter toutefois que cette croissance est liée au rebond des cours des matières premières et notamment du charbon.

la relative inefficacité des mécanismes de l'OCS dans la mise en œuvre de projets de coopération économique au niveau multilatéral. Nombreuses sont les voix, comme celles des chercheurs D. Ulambayar¹¹, Bayarkhuu, V. A. Rodionov¹² et Baabar¹³, qui évoquent le caractère encore embryonnaire de ces projets, dont bon nombre sont restés aux étapes de planification et de négociation.

Les difficultés de mise en œuvre des projets multilatéraux de l'OCS sont en partie corrélées au fait qu'à l'heure

actuelle, la coopération économique entre les membres de l'Organisation se fait principalement dans le cadre de coopérations bilatérales ou trilatérales qui ont nettement augmenté ces dernières années. A l'exception de la Chine et de la Russie, qui captent à eux seuls 71 % des échanges extérieurs de la Mongolie¹⁴, la participation individuelle de chaque membre de l'OCS à l'économie mongole reste minime; en témoigne la liste des principaux pays clients et fournisseurs de la Mongolie¹⁵.

Rang	Pays client	Montant (en millions de dollars)
1	Chine	3 901,8
2	Royaume-Uni	557,2
3	Suisse	230,7
4	Russie	55,8
5	Allemagne	43,4
6	Italie	33,6
7	Singapour	16,9
8	Japon	14
9	Etats-Unis	10,5
10	Corée du Sud	8,5
11	France	7,6
12	Arabie Saoudite	4
Total		4 917,3

Rang	Pays fournisseur	Montant (en millions de dollars)
1	Chine	1 060,9
2	Russie	880,4
3	Japon	330,2
4	Corée du Sud	197,9
5	Etats-Unis	139,2
6	Allemagne	120,3
7	Malaisie	41,1
8	Pologne	41
9	Vietnam	40,1
10	Ukraine	35,1
...
19	France	19,5
Total		3 357,9

¹¹ L'avis du professeur D. Ulambayar a été rapporté dans un article de Baasansuren Tsetsegmaagiin, « Si nous devenons membre de l'OCS, nous deviendrons « le vilain petit canard » (ШХАБ-д элсвэл “нугасны муухай дэгдээхэй” л болно), 11 juin 2018. <https://dnn.mn/author/baaska/>

¹² Rodionov V.A., « La Mongolie et l'OCS : la coopération à distance » (Монголия и ШОС: сотрудничество на расстоянии), *Actualités de l'Université fédérale de l'Oural*, n°4(108), 2012, pp. 244-250. <http://elar.uifu.ru/handle/10995/21215>

¹³ Baabar, art. cit.

Les défenseurs du *statut quo*, à l'instar du l'ancien président mongol Tsakhiagiin Elbegdorj, insistent sur l'importance de la coopération trilatérale avec la Chine et la

¹⁴ Service économique de l'Ambassade de France en Mongolie, « Le commerce extérieur de la Mongolie en 2016 », mars 2017, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/437353>

¹⁵ *Ibid.*

Russie qui, selon eux, doit rester le cadre d'action privilégié de la mise en œuvre et la coordination de grands projets dans la région, notamment le programme mongol « La route de la steppe » annoncé en 2014¹⁶, le projet chinois « Belt and Road Initiative » (BRI) ainsi que l'Union économique eurasienn¹⁷ créée en 2015¹⁸. La Mongolie a d'ailleurs pris en 2014 l'initiative d'un sommet trilatéral entre les trois pays voisins dont le dernier, le quatrième, s'est tenu en juin dernier en parallèle du sommet de l'OCS.

S'il convient de soigner les relations avec les deux grands pays qui l'entourent, les observateurs mongols insistent également sur la nécessité pour la Mongolie de maintenir sa « politique de troisième voisin ». Cette dernière consiste à préserver des bonnes relations avec la Chine et la Russie tout en développant des liens économiques forts avec des pays tiers tels que les Pays-Bas, Singapour, le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne, ou le Japon¹⁹. Cette stratégie, également appelée stratégie des « trois tiers », vise à diversifier les sources de financement

et les échanges commerciaux, l'idée étant de réserver au moins un tiers des investissements étrangers aux pays partenaires autres que la Chine ou la Russie. Or, une intégration plus grande à l'OCS pourrait mettre en péril la stratégie de troisième voisin. Ce point cristallise les débats dans la mesure où, au-delà des aspects économiques, il met en jeu des fondements géostratégiques importants de la politique étrangère mongole.

Une menace pour la recherche de l'équilibre stratégique mongol ?

L'adhésion de la Mongolie à l'OCS comporte, pour ses détracteurs, de nombreux risques stratégiques et sécuritaires. La nature autoritaire des régimes politiques un grand nombre de pays membres de l'organisation est un premier facteur susceptible d'accroître les réticences de la Mongolie. Des pays membres tels que le Tadjikistan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, ou le Pakistan se trouvent par exemple dans les derniers rangs de la liste des libertés civiles de Freedom House²⁰. Mais les critiques se concentrent surtout sur les tensions susceptibles de diviser les membres de l'OCS et de déstabiliser l'équilibre géostratégique de la Mongolie. Si Xi Jinping a insisté lors du sommet de Qingdao en juin 2018 sur la nécessité de renforcer la coopération au sein de l'organisation pour faire face à la montée du protectionnisme et de l'isolationnisme,

¹⁶ Le programme, prévu d'être intégré à la BRI, inclut notamment le développement des liaisons routières avec la Russie et la Chine.

¹⁷ L'idée de la création de cette Union a été formulée pour la première fois par le Président du Kazakhstan Nursultan Nazarbaev lors de sa première visite d'État en Russie le 29 mars 1994.

¹⁸ Baasansuren Tsetsegmaagiin, art. cit.

¹⁹ « Mongolia - 9.4-Foreign Direct Investment & Foreign Portfolio Investment Statistics », *Export.gov*, 8 avril 2017, <https://www.export.gov/article?id=Mongolia-foreign-direct-investment-statistics>

²⁰ Dans le dernier classement mondial de la liberté de presse, la Chine se classe à la 176^e place, la Russie en 148^e tandis que la Mongolie est en 71^e place.

les constats sur le caractère encore incertain de l'orientation stratégique de l'OCS restent prégnants. Comme l'indique un observateur ouzbègue, avec quatre puissances nucléaires ayant chacune un agenda international différent, les négociations au sein de l'OCS pourraient, en cas de problèmes de gouvernance, faire naître ou renforcer des conflits régionaux et internationaux. Les tensions sino-indiennes pourraient par exemple être exacerbées dans le cadre du corridor économique Chine-Pakistan, notamment avec le développement du port de Gwadar qui passe par le Gilgit-Baltistan, région que l'Inde considère comme son territoire²¹.

Dans le cas d'une adhésion à l'OCS de l'Iran et de l'Afghanistan, actuellement membres observateurs, et d'une participation de la Syrie à ses activités, l'OCS pourrait en outre se transformer en arbitre des tensions entre les pays du Moyen-Orient, une situation qui nuirait aux intérêts de la Mongolie. Dans son discours du sommet 2018 à Qingdao, le Président iranien Hassan Rohani a vivement critiqué le retrait des États-Unis de l'accord sur le programme nucléaire iranien et aussi, plus largement, l'unilatéralisme économique, politique et juridique des États-Unis qui affaiblit selon lui la cohésion régionale. Dans ce contexte de confrontation accrue, le spectre de la formation d'un bloc anti américain inquiète certains experts mongols quant à l'avenir de

l'OCS. Le célèbre chercheur et ancien diplomate Dashdorj Bayarkhuu a ainsi déclaré que « si l'Iran venait à devenir membre, l'OCS risquerait également d'être perçue comme une coalition anti-américaine et anti-occidentale »²². Le parlementaire G. Temuulen estime quant à lui que « l'OCS est une institution politico-militaire créée pour faire opposition à l'OTAN »²³. Une intégration à l'organisation en tant que membre à part entière peut en ce sens porter directement atteinte à la politique de troisième voisin ancrée dans le Concept de sécurité nationale (CSN)²⁴ et en vertu duquel la Mongolie coopère activement avec l'OTAN²⁵.

Certains commentateurs mongols adoptent un ton particulièrement alarmant. Tsend Munkh-Orgil, ministre des Affaires étrangères de 2016 à 2017, déclarait par exemple au sujet de l'OCS : « Nous ne savons pas vers où s'oriente cette organisation. Aujourd'hui, en réalité, une guerre froide s'est déclarée et nous ne connaissons pas la durée de cette

²¹ Henri Houben, « Les nouvelles routes de la soie : le cauchemar de Brzezinski passe par l'Asie centrale », *Investig'Action*, 10 octobre 2018, <https://www.investigaction.net/fr/les-nouvelles-routes-de-la-soie-le-cauchemar-de-brzezinski-passe-par-lasie-centrale/>

²² Dashdorj Bayarkhuu, art. cit.

²³ « Est-il souhaitable que la Mongolie rejoigne l'OCS ? » (Целесообразно ли вступление Монголии в ШОС?), *Mongolnow.com*, 1^{er} juin 2018, http://news.mongolnow.com/1_06_z02.html

²⁴ Le concept a été approuvé par le parlement mongol en 2010. La référence à la politique de troisième voisin apparaît à l'article 14.2.

²⁵ La Mongolie a contribué aux opérations dirigées par l'OTAN, notamment en Afghanistan (FIAS) et au Kosovo (KFOR). Depuis 2012, elle est aussi membre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Voir : OTAN, « Les relations entre l'OTAN et la Mongolie », 28 mars 2017, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_85297.htm

guerre »²⁶. Tserenpilyn Gombosuren, ancien ministre des Affaires étrangères (de 1987 à 1996), réaffirmait pour sa part la nécessité de préserver la neutralité stratégique du pays : « nous sommes en droit de penser que derrière l'adhésion à l'OCS se cache une intention d'affaiblir la politique de troisième voisin. Nous ne devons pas ébranler cette politique, et nous ne pouvons prendre le parti de quiconque dans un monde susceptible d'être divisé »²⁷.

Une adhésion de la Mongolie à l'OCS risquerait en effet de réduire la marge de manœuvre stratégique du pays, mettent en garde des experts locaux comme le parlementaire E. Baatarbileg²⁸, Jalbuu Choinkhor, directeur de l'Institut mongol des études géopolitiques, et Ikhbayarin Enkhbold, chercheur à l'Institut d'études internationales de l'Académie mongole des sciences²⁹. Dashdorj Bayarkhuu prend l'exemple récent du Kazakhstan, membre fondateur de l'OCS, qui a été rappelé à l'ordre par la Russie pour avoir permis à la marine américaine d'utiliser les ports d'Aktau et Kuryk dans

la mer Caspienne en avril 2018³⁰. La Russie a exprimé son mécontentement, affirmant que des forces militaires d'un pays non riverain de la mer Caspienne ne devaient pas traverser ses eaux. Le 12 août 2018, elle a d'ailleurs signé avec l'Iran, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan un accord historique définissant le statut de la mer Caspienne et interdisant toute présence militaire d'un pays tiers sur le territoire maritime.

En dépit des nombreuses critiques exprimées contre le nouveau positionnement du gouvernement mongol quant à l'OCS, le Président de la Mongolie et les partisans du statut de membre plein, semblent décidés à faire adhérer leur pays à l'organisation, mettant à la fois en avant les retombées économiques et les garanties de poursuivre la politique de troisième voisin. Comme le souligne le chercheur J. Amgalan, la mise en œuvre d'une telle décision relève désormais de l'urgence : « Si nous tardons à rejoindre l'OCS, notre opinion risque de ne pas être entendue et les problèmes nous concernant pourraient être résolus sans notre participation »³¹. D'autres acteurs locaux estiment au contraire qu'il est nécessaire pour le pays de prendre son temps afin de mieux peser le pour et le contre d'un rapprochement plus grand avec l'OCS.

²⁶ Interview de Ts. Munkh-Orgil, « Selon Ts. Munkh-Orgil, à l'heure actuelle, la Mongolie n'a pas besoin de devenir membre de l'OCS » (Ц.Мөнх-Оргил: Монгол Улс одоохондоо ШХАБ-д элсэх шаардлагагүй), *News Press*, 24 mai 2018, <https://newspress.mn/v1/p/nes/4441>

²⁷ « Les quatre vérités sur l'OCS » (ШХАБ-ЫН ТУХАЙ ХАР, ЦАГААН ҮНЭН), *Undesniishuudan*, 29 mai 2018, <http://www.undesniishuudan.mn/content/read/158702.htm>

²⁸ « La Mongolie rejoindra-t-elle l'OCS ? » (Вступит ли Монголия в ШОС?), *Regnum*, 13 juin 2018, <https://regnum.ru/news/2430050.html>

²⁹ « Est-il souhaitable que la Mongolie rejoigne l'OCS ? », art. cit.

³⁰ Le 19 avril 2018, le Sénat kazakh a ratifié un protocole qui autorise le transit par le Kazakhstan de cargaisons non militaires dans le cadre de la participation des États-Unis au programme de stabilisation et de reconstruction de l'Afghanistan.

³¹ « Les coups et les solutions... », art. cit.

Le leader du Parti national du travail, Badrakh Naidalaa, invoque par exemple la nécessité d'organiser un référendum pour décider de la question au niveau national. Il considère que cet enjeu, déterminant pour l'orientation du développement de la Mongolie sur les cinquante voire cent prochaines années, ne devrait pas être étudié dans des sessions à huit clos au Parlement³². Au vu de la vigueur du débat en Mongolie, la question de l'avenir de la relation entre la Mongolie et l'OCS semble en définitive loin d'être tranchée.

³² Munkhtsetseg Buyan-Erdene, « La Mongolie envisage une adhésion à l'OCS : le pays pèse les pour et les contre » (Планы Монголии по вступлению в ШОС: в стране взвешивают все за и против), *Regnum*, 6 juin 2018, <https://regnum.ru/news/2427257.html>